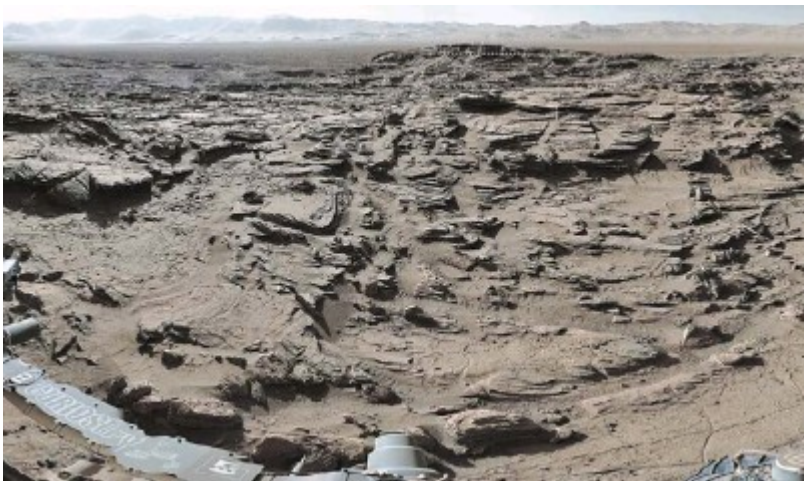


Premiers pas vers un droit extraterrestre

Le 1er août, le Luxembourg va promulguer une loi afin de réglementer l'exploitation des ressources spatiales.

Le Figaro · 31 Jul 2017 · PAULE GONZALÈS pgonzales@lefigaro.fr

ESPACE « Le silence de ces espaces infinis m'effraie... » Il aura fallu quelques siècles avant que la célèbre phrase de Blaise Pascal soit menacée d'anachronisme. Les évolutions récentes de l'innovation technologique et, aujourd'hui, du droit, auront bientôt raison de la profondeur métaphysique d'un ciel d'été étoilé. Car l'espace n'est plus muet, il est en passe de devenir un grand pourvoyeur d'avenir et de débouchés économiques pour l'homme. Les États-Unis et le Luxembourg, c'est-à-dire la première puissance mondiale et l'un des plus petits pays du monde, sont les premiers à l'avoir pressenti. Tous deux font le pari que l'espace sera, pour ce début de XXI^e siècle, une révolution comparable à celle que fut l'Internet pour la fin du XX^e.



Les succès d'Elon Musk et de Space X, le lancement de Blue Origin par le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, l'annonce d'un tourisme spatial, de la création de villages sur la Lune et de voyages vers Mars, ou encore l'idée d'une exploitation minière et d'implantation d'usines robots sur les astéroïdes, laissent présager un espace très habité. Comme les océans, il est en passe de devenir un prolongement de la terre ferme et de la planète elle-même.

« Peu à peu, les gouvernements prennent conscience que la tendance est à la privatisation et à l'utilisation commerciale de l'espace, explique Georges Schmit, ancien consul général du Luxembourg à San Francisco. Cela implique de créer un droit propre, alors que jusque-là l'espace était régi par des conventions internationales héritées de la guerre froide visant à limiter la course à l'armement et à endiguer toute prétention territoriale dans l'espace. » L'homme avait mené, à la demande de son gouvernement, de 2009 à 2016, une mission de prospection économique pour définir les grands marchés du nouveau siècle.

Aujourd'hui, c'est donc une « loi de l'espace » qui va être promulguée. Proposé par le Grand-Duché de Luxembourg, qui l'examinait depuis novembre dernier, le texte a été voté mi-juillet et entrera en vigueur le 1er août. C'est, en Europe, la première loi du genre. Son but : fournir un cadre juridique

permettant de régir l'activité des hommes au-delà de la position géo-orbitale stationnaire actuelle. Une manière de prendre acte de cette irrépressible conquête et d'éviter qu'elle ne se transforme en far west. « Toute entreprise responsable qui se lance dans une nouvelle activité cherche la sécurité juridique et la garantie de pouvoir commercer dans des conditions de liberté de marché, souligne Georges Schmit. C'est ce cadre que nous avons voulu fournir à tous ceux qui veulent se lancer dans cette aventure. » Au cœur du réacteur législatif, la définition d'un droit de la propriété et surtout des ressources, qu'il s'agisse des minerais ou même de l'eau. Un point sur lequel les traités internationaux sont muets. « Notre approche juridique est une approche non conflictuelle, très proche en définitive du droit maritime, explique Jean-Louis Schiltz, professeur de droit, avocat et principal rédacteur de la loi. Les océans n'appartiennent à personne, l'espace non plus. Et les poissons ne font l'objet d'appropriation que lorsqu'ils sont pêchés. Nous proposons qu'il en soit de même pour les ressources spatiales. Elles appartiendront à ceux qui les exploitent. » Ainsi, la loi fixera un cadre juridique de l'exploitation des ressources qui n'est plus un marché isolé par rapport à la planète Terre.

Pour bénéficier de ce cadre juridique sécurisant, les entreprises qui souhaitent se lancer à la conquête de l'espace devront obtenir l'agrément du ministère de l'économie en souscrivant à un certain nombre de conditions, notamment en termes environnementaux. Les déçus pourront protester devant la cour administrative du Luxembourg. Contrairement au droit américain - qui a lui aussi défini un corpus légal depuis 2014 à la demande de Barak Obama -, le régime d'autorisation ne tient pas compte de la nationalité de l'entreprise ou des capitaux. « C'est un vrai avantage concurrentiel, affirme Simon Worden, ancien directeur de l'Ames Research Center de la Nasa. Car les États-Unis se sont contentés d'assurer de leur soutien les seuls citoyens et entreprises américains. Par ailleurs, aucune procédure garantissant la propriété de l'exploitation dans l'espace n'est réellement prévue », analyse-t-il encore. De fait, les premières entreprises, qu'elles soient américaines, chinoises, japonaises ou émiriennes, discutent déjà avec le gouvernement luxembourgeois pour profiter de cette ombrelle légale. « Nous espérons que d'autres pays nous emboîteront le pas et créeront leur propre cadre juridique. Cela nous permettra de sortir de la convention internationale pour entrer dans le droit international », conclut Georges Schmit. De quoi anticiper la résolution pacifique d'éventuels conflits à venir.

Mais les problématiques juridiques ne seront pas seulement commerciales. « En matière de tourisme, les arrangements seront sans doute dans un premier temps contractuels, un peu comme cela l'a été dans l'histoire de l'aviation internationale », souligne Jean-Louis Schiltz. En revanche, rien n'est encore prévu pour régler, par exemple, la question de ceux à qui prendra la lubie de se marier dans l'espace. Reste qu'un embryon de droit civil s'est peu à peu dessiné au fil des six grandes conventions internationales qui régissent l'espace. Mais il est fragile en raison du nombre réduit de pays signataires. Il avait notamment instauré un régime de responsabilité en cas de dommages - provoqués par des objets spatiaux comme les satellites - ou dans le cadre de sauvetage des astronautes (lire ci-contre).

“Nous espérons que d'autres pays nous emboîteront le pas et créeront leur propre cadre juridique”
GEORGES SCHMIT, ANCIEN CONSUL GÉNÉRAL DU LUXEMBOURG À SAN FRANCISCO